



CONFÉRENCE NATIONALE HUMANITAIRE : QUELS MOYENS CONCRETS FACE AUX MULTIPLES URGENCES ?

La Conférence Nationale Humanitaire s'est achevée le 6 octobre à Paris. Face à l'ampleur des crises humanitaires actuelles, il était essentiel de réunir l'ensemble des acteurs engagés pour y répondre. **Nous saluons donc la tenue de cette conférence**, qui a rappelé que le droit international humanitaire doit être respecté pour protéger les populations victimes de conflit.

L'ambition affichée par la France d'assurer une aide plus efficace et localisée est nécessaire et bienvenue. M. le Ministre Jean-Noël Barrot a pris l'engagement d'augmenter l'aide humanitaire en 2027: **cela doit désormais se traduire en moyens budgétaires concrets pour répondre aux besoins criants endurés par des civils dans des crises qui se multiplient.**

Sur le terrain, dotée d'un accès et de ressources adéquats, l'aide humanitaire sauve des vies et contribue à stabiliser les situations. **L'annonce de 7 millions d'euros d'aide supplémentaire française constitue une avancée pour prévenir la propagation de l'épidémie d'Ebola**, alors que cette dernière a déjà entraîné la mort de plus de 4 000 personnes en République Démocratique du Congo. En termes d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en revanche, à peine un tiers des besoins de financement sont actuellement couverts¹. En résultent **plus de 35 millions d'enfants qui souffraient de malnutrition aiguë** dans des pays en crises nutritionnelles en 2025². Au Soudan, la famine accable les populations³. La Somalie, le Soudan du Sud et Gaza connaissent une insécurité alimentaire extrême faisant également craindre des risques de famine en 2026⁴.

Pourtant, **des mécanismes de financement innovants existent** pour renforcer la lutte contre la malnutrition dans le monde sans peser de manière disproportionnée sur le budget de l'État. La taxe soda peut par exemple être optimisée afin de générer jusqu'à 100 millions d'euros. La contribution à des partenariats entre acteurs opérationnels et philanthropiques (comme la première contribution saluée au Fonds pour la nutrition des enfants) doit s'amplifier pour maximiser l'impact des investissements dans ce secteur.

Pour **continuer à protéger les civils coûte que coûte**, la France doit se donner les moyens de sa diplomatie pour la paix. Avant même la Conférence de Haut-Niveau sur la protection des enfants associés aux groupes et aux forces armées annoncée pour février 2027, **le prochain Sommet sur l'enfance de novembre doit être l'occasion de renforcer encore l'intégration des enjeux liés à l'enfance dans les réponses humanitaires.**

¹ <https://fts.unocha.org/global-sectors/9/summary/2026>

² <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000174714/download/>

³ <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/240ae9d9-6992-442b-827b-e62aca06f46a/content>

⁴ idem